

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	16	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/06/136</p> <p>ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT GENERAL D'ATTRIBUTION DES FONDS DE CONCOURS</p>		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARDE ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D'ORDRE : 22/06/136

**O B J E T : ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT GENERAL
D'ATTRIBUTION DES FONDS DE CONCOURS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5216-5-VI,

VU les statuts de la Métropole TPM,

VU le Règlement Général d'Attribution de Fonds de Concours adopté par le Conseil Communautaire en date du 17 novembre 2011 par délibération N°11/11/181,

VU l'avis favorable de la Commission Finances et Administration Générale en date du 20 juin 2022,

CONSIDERANT l'adoption du pacte financier et fiscal 2022-2026 par le conseil métropolitain le 24 mars 2022,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER le nouveau Règlement Général d'attribution des fonds de concours joint en annexe.

ARTICLE 2

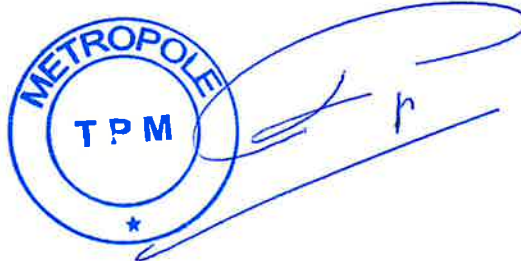
DE DIRE que ce règlement s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Madame Basma BOUCHKARA, Monsieur Philippe LEROY.

**REGLEMENT GENERAL D'ATTRIBUTION
DES FONDS DE CONCOURS METROPOLITAINS**

En application des dispositions de l'article L 5216-5-VI du code général des collectivités territoriales, le versement de fonds de concours entre la métropole et les communes membres peut intervenir dans les conditions suivantes :

« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la métropole et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés par une délibération.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».

Afin de conserver une lisibilité dans les interventions métropolitaines ainsi que dans la répartition des attributions entre la communauté et les communes membres, il apparaît nécessaire de définir un dispositif relatif à l'attribution de tels fonds de concours.

**ARTICLE 1 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE AUX FONDS DE CONCOURS
METROPOLITAINS**

Les fonds de concours susceptibles d'être attribués par TPM aux communes membres doivent porter sur des équipements dont la vocation présente un lien avec les politiques métropolitaines ou, plus généralement, avec l'objectif de solidarité financière et sociale dans le cadre du développement et de l'aménagement du territoire de la métropole. Les équipements relevant de la compétence des communes peuvent faire l'objet d'un fonds de concours métropolitain lorsqu'ils :

1. S'inscrivent dans le cadre d'une politique métropolitaine en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat, de politique de la ville, de protection de l'environnement et du cadre de vie, de développement des pratiques culturelles et sportives ou encore de développement touristique ;
2. Ou, à titre exceptionnel et en l'absence d'inscription dans le cadre d'une telle politique, présentent, par leur vocation, leur nature et leur montant, une utilité dépassant manifestement l'intérêt de la seule commune.

Les politiques métropolitaines visées au 1 sont :

- Celles résultant du plan de déplacements urbains, du programme local de l'habitat, du projet métropolitain et du contrat en résultant, du contrat de ville,
- Celles résultant d'autres programmes sectoriels susceptibles d'être développés par la métropole dans les domaines du développement économique, de la protection de l'environnement et du cadre de vie, du développement des pratiques culturelles et sportives ou du développement touristique.

Les équipements visés au 2 sont les équipements contribuant à l'amélioration des services à la population et permettant, par une meilleure mise en commun des actions et opérations communales, une maîtrise de l'évolution des coûts de ces services. Ils concernent essentiellement les actions et opérations associant ou intéressant plusieurs communes de la métropole dans le cadre de l'exercice de leurs compétences.

Au sens des dispositions législatives applicables, les équipements pouvant faire l'objet d'un fonds de concours métropolitain sont des immobilisations corporelles (équipements de superstructure, équipements d'infrastructure).

ARTICLE 2 : DEPENSES COMMUNALES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN FONDS DE CONCOURS METROPOLITAIN

Les dépenses communales pouvant faire l'objet d'un fonds de concours métropolitain sont les dépenses concourant à la réalisation et au fonctionnement d'un équipement répondant aux conditions d'éligibilité mentionnées à l'article 1.

Les dépenses de réalisation sont les dépenses afférentes aux opérations d'acquisition, de réalisation ou de réhabilitation, réfection, etc... emportant augmentation du patrimoine communal.

Les dépenses de fonctionnement sont les dépenses afférentes à l'entretien (incluant le renouvellement) ainsi qu'à la maintenance de l'équipement.

ARTICLE 3 : PLAFONNEMENT DU FONDS DE CONCOURS METROPOLITAIN

Le montant des fonds de concours attribués aux communes est modulé en fonction de l'intérêt du projet sur la base des critères définis ci-dessus. Conformément au pacte financier et fiscal et la délibération N°22/03/029 du 24 mars 2022, chaque commune dispose d'un montant maximal pouvant être mobilisé annuellement où sur la durée du mandat.

Ce montant ne saurait toutefois être supérieur à la somme restant à la charge de la commune, hors subvention.

ARTICLE 4 : PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Article 4.1 : Initiative communale

La commune souhaitant bénéficier d'un fonds de concours métropolitain pour la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement devra saisir TPM de son projet sur la base d'un dossier de demande définissant précisément :

- La vocation et la nature de l'équipement ainsi que les éléments justifiant son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 1 ci-dessus,
- Le plan de financement et/ou le budget de fonctionnement de l'équipement démontrant que les dépenses concernées répondent bien aux conditions définies au dernier alinéa de l'article 2.
- Ce dossier devra être déposé au plus tard à la fin **du mois de septembre** de l'exercice concerné par le projet.

Article 4.2 : Initiative métropolitaine

Les politiques métropolitaines, telles que définies au 1 de l'article 1, supposant la réalisation et le fonctionnement d'équipements communaux peuvent faire l'objet de fonds de concours métropolitain.

Un projet de réalisation et de financement est établi conjointement entre les services métropolitains et communaux.

Ce projet comporte un plan de financement et/ou un budget de fonctionnement de l'équipement démontrant que les dépenses concernées répondent bien aux conditions définies au dernier alinéa de l'article 2.

Article 4.3 : Instruction et attribution

Le projet de fonds de concours métropolitain fait l'objet d'une instruction par les services de TPM.

Le conseil métropolitain de TPM se prononce à la majorité simple sur le montant du fonds de concours susceptible d'être attribué, le cas échéant en autorisation de programme et crédits de paiement, au vu de l'intérêt du projet au regard des conditions définies à l'article 1 et de la nécessité d'une intervention métropolitaine au regard des conditions définies au dernier alinéa de l'article 2. Le fonds de concours fait l'objet d'une convention entre TPM et la commune.

Ce projet de convention définit les modalités de mandatement du fonds de concours en fonction des besoins constatés pour la réalisation et/ou le fonctionnement de l'équipement sur la base de pièces justificatives de l'engagement ou de liquidation des dépenses.

Il précise les modalités de minoration du montant du fonds de concours ou de reversement d'une partie de celui-ci dans l'hypothèse les dépenses réellement constatées s'avèreraient inférieures à celles ayant fondé le plan de financement et/ou le budget de fonctionnement initial.

ARTICLE 5 : FONDS DE CONCOURS COMMUNAL

A titre exceptionnel lorsque la réalisation d'un équipement métropolitain sur le territoire d'une commune donne lieu à des sujétions techniques particulières entraînant des dépenses significativement supérieures aux dépenses habituellement constatées pour la réalisation d'un tel équipement, TPM pourra solliciter le versement d'un fonds de concours communal.

Le versement d'un tel fonds de concours sera sollicité notamment lorsque les dépenses supplémentaires résultent de prescriptions architecturales ou techniques résultant des règles d'urbanisme en vigueur dans la commune ou de souhaits particuliers exprimés par cette dernière en termes d'insertion architecturale de l'équipement ou de dimensionnement excédant les seules exigences communautaires.

La demande de fonds de concours communal fait l'objet d'une instruction par les services communaux.

Le versement du fonds de concours fait l'objet d'une convention soumise aux dispositions du dernier alinéa de l'article 4.3.

ARTICLE 6 : MENTION DU FINANCEMENT PAR FONDS DE CONCOURS

Pour les équipements ayant, en application du présent règlement, fait l'objet d'un fonds de concours, le bénéficiaire du fonds de concours devra, dans les conditions définies par la convention visée à l'article 4.3, mentionner l'existence du soutien financier accordé, dans les documents de publicité et de communication relatifs à l'équipement.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les financements susceptibles d'être octroyés par TPM en application du 1 de l'article 1^{er} font l'objet d'une programmation pluriannuelle prévisionnelle à l'occasion de l'adoption des documents relatifs aux politiques métropolitaines concernées.

ARTICLE 8 : DELAI DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS FINANCES

Les projets financés par un fonds de concours métropolitain doivent recevoir un début d'exécution significatif dans un délai de 3 ans à compter de la date d'effet de la convention prévue à l'article 4.3.

La convention prendra fin à la date du versement du solde du fonds de concours, et au maximum dans un délai de 4 ans à compter de son début d'exécution.

A défaut, les sommes éventuellement versées par TPM lui seront intégralement remboursées.